

Le syndicalisme mondial doit être une force capable de reconstruire la justice sociale dans une économie globalisée.

Donatelle POINTEREAU



Interview de John Evans, secrétaire général du TUAC: Comité Syndical Consultatif de l'OCDE.

Qu'est-ce que l'OCDE ?

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique a succédé en 1961 à l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE) qui avait été créée pour administrer l'aide des États-Unis et du Canada dans le cadre du plan Marshall. Elle s'est transformée en un organisme de coordination des politiques économiques entre les pays industrialisés.

Elle est souvent qualifiée de laboratoire d'idées, de centre d'observation des pays riches, d'officine du néolibéralisme et n'a pas bonne presse dans le milieu syndical en France.

L'OCDE a évolué : très keynésienne jusqu'à la fin des années soixante-soixante-dix, elle a accompagné le mouvement néolibéral dominant des pays qui la composent, après le choc pétrolier. Elle est le reflet de ses membres ! Mais elle est plus hétérogène que l'on ne pense, et même dans cette période, il demeure des poches de résistance, dans le domaine de l'éducation, de l'environnement et du social.

A la fin des années quatre-vingt-dix le « consensus de Washington » a éclaté avec la mondialisation. Les

gouvernements cherchent maintenant des régulations géopolitique et macro-économique qui assurent un maximum de stabilité mondiale.

L'OCDE fournit un cadre de réflexion et de discussion fondé sur des recherches et des analyses. Ce cadre aide les gouvernements à déterminer une stratégie qui pourra déboucher sur des accords entre les pays membres et être mis en œuvre par les institutions internationales. Elle est à l'origine des accords internationaux par exemple contre la corruption, sur les mouvements de capitaux, la fiscalité internationale, les questions de l'environnement... Elle formule des recommandations et des directives. Le TUAC est consultatif, donne ses avis et a, au sein de l'OCDE, une activité syndicale à échelle internationale.

Qu'est-ce que le TUAC ?

C'est le comité syndical consultatif auprès de l'OCDE (Trate Union Advisory Committee - OECD). Organisation non gouvernementale, elle a été créée en 1948 pour assurer la représentation des syndicats dans le cadre du plan Marshall.

Elle regroupe 70 millions de travailleurs adhérent à 56 centrales nationales dans les 30 pays membres de l'OCDE. Outre les organisations nationales, participent également les organisations syndicales internationales : CES, CISL, CMT, Conseil des Syndicats Nordiques. Pour la France, la CGT, CFDT, CFTC, CGC, CFE, CGT FO, UNSA.

Les évolutions de l'OCDE ont permis au TUAC, en jouant sur ses contradictions, de faire avancer les positions de ses syndicats et évoluer les organismes internationaux. Ce qui est un objectif du



mouvement syndical mondial.

Les « nouveaux principes directeurs » de l'OCDE adoptés en 2000, sorte de code de bonne conduite pour les entreprises, servent de base pour le BIT. Le TUAC reste très vigilant sur leur mise en œuvre et interpelle constamment les états sur leur respect.

Un exemple récent : nous avons fait savoir lors de la réunion des ministres de l'emploi des pays de l'OCDE le 30 septembre 2003, que la position défendue par l'OCDE dans son étude sur l'emploi est, pour nous, empreinte de partialité. De nombreuses réformes n'ont pas réussi à combattre efficacement la persistance d'un taux de chômage élevé, à prévenir une nouvelle augmentation du chômage dans un certain nombre de pays européens. Or les pays nordiques montrent que des systèmes de protection sociale bien financés et efficaces, des systèmes corrects de protection de l'emploi n'empêchent pas des taux élevés d'emploi.

L'influence du TUAC va croissant sur les questions de « l'éducation tout au long de la vie ».

Pourquoi les questions relatives à l'éducation ont-elles pris progressivement de l'importance dans les analyses de l'OCDE ?

L'éducation a une importance énorme pour la croissance de l'économie. Elle est liée à la fois aux questions de l'emploi et à celle du développement de la personne. Elle est empreinte d'une dimension économique et pour nous, une dimension humaniste.

Les experts de l'éducation au sein de l'OCDE ne sont pas a priori sur des orientations éducatives néolibérales contrairement aux idées reçues. Leurs travaux servent de base à toutes les analyses, y compris à celles des syndicats.

Pour le TUAC, une priorité essentielle pour les gouvernements doit être d'augmenter les investissements dans l'éducation et la formation, et il reste beaucoup à faire pour que « la formation tout au long de la vie » devienne une réalité. Les gouvernements doivent

par ailleurs encourager et faciliter les accords entre employeurs et syndicats qui rendent matériellement possible l'accès à la formation tout au long de la vie.

Nous intervenons au sein de l'OCDE, en étroite collaboration avec l'Internationale de l'Éducation, pour la défense et l'amélioration d'une éducation publique de qualité pour tous.

Comment voyez-vous l'avenir du syndicalisme international ?

Depuis mon arrivée au TUAC, vers la fin des années quatre-vingt, le monde a profondément changé. L'émergence de nouvelles démocraties a exercé une influence salutaire et les syndicats ont été au premier plan du processus de démocratisation, que ce soit en Pologne, en Afrique du Sud, au Brésil, voire même en Corée.

Travailler avec les syndicalistes de ces pays a été une expérience très positive. Comme on l'a vu, beaucoup reste encore à faire en matière de droits de l'homme et de droits syndicaux, et

c'est aussi vrai en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et pour la création d'emploi. Il n'a pas toujours été très facile de mener des activités avec nos affiliés pour développer des politiques communes, en particulier lorsque l'impact de la mondialisation sur l'emploi ou les choix d'investissements donnent l'impression de mettre en contradiction les intérêts des travailleurs des différents pays. Parfois, nous devons revenir aux principes fondamentaux de solidarité syndicale et mettre en lumière l'intérêt général pour parvenir à un accord. Mais nous nous sommes toujours efforcés d'aller au delà du plus petit dénominateur politique commun.

Le défi des années à venir est de parvenir à une véritable synergie entre les mesures prises au niveau national et international de sorte que le syndicalisme mondial soit une force capable de reconstruire la justice sociale dans une économie globalisée.

Des sites à consulter :

OCDE www.ocde.org
TUAC www.tuac.org

Euro manifestation à Rome

« L'Europe sociale maintenant »

Des dizaines de milliers de manifestants venus de toute l'Europe ont défilé, le 4 octobre, dans la capitale italienne à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) pour « L'Europe sociale, maintenant! ».

Cette manifestation s'est déroulée à Rome car l'Italie assure actuellement la présidence de l'Union européenne et à cette date, le 4 octobre, s'est ouverte dans cette ville la conférence intergouvernementale (CIG) qui doit se prononcer sur le projet de Traité établissant une constitution pour l'Europe.

Le mouvement syndical est venu dire avec force aux chefs d'État et de gouvernement, aux responsables politiques européens qu'un affaiblissement de la dimension sociale se retournera contre eux et contre l'Europe. C'était particulièrement nécessaire face aux coups portés. Les manifestants ont mis en avant le besoin vital du retour de la croissance économique et du plein emploi. Mais, il est bien évident qu'il serait inacceptable que cela se

réalise au détriment d'une protection sociale de haut niveau et en bafouant les droits des travailleurs.

Le dialogue social et le plein emploi sont les principes de base pour une nouvelle Europe. Aussi, la CES demande aux participants à la CIG de ne pas toucher aux droits sociaux tels qu'ils ont été formulés dans le projet de traité remis par la Convention.

Pour John Monks, secrétaire général de la CES, il est illusoire de vouloir construire une Europe plus forte sur un pilier social affaibli. L'Europe doit provoquer l'enthousiasme des citoyens et des salariés.

C'est ce message que les manifestants à l'appel de la CES ont fait entendre à Rome.

